

COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

PLAN GENERAL DE COORDINATION SIMPLIFIE

UNIVERSITE DE POITIERS

NETTOYAGE ET RENOVATION DE LA FACADE SUD-OUEST

Bâtiment B01 Ensip - Campus Universitaire de Poitiers

1 rue Marcel Doré
86000 POITIERS



Opération de 3^{ème} Catégorie

Indice 0

COORDONNATEUR Sécurité - Santé

Sébat

37, rue Bernard Palissy

86100 CHATELLERAULT

Sebat86@outlook.com

SOMMAIRE

O - Mission du Coordonnateur

1 - Renseignements d'ordre administratif généraux intéressant le chantier.

2 - Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Maître d'Ouvrage, en concertation avec le Coordonnateur.

3 - Mesures de coordination prises par le Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la santé, et les sujétions qui en découlent.

4 - Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site, à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.

5 - Mesures prises pour assurer le maintien du chantier en ordre et en état de salubrité satisfaisant.

6 - Organisation des secours.

7 - Modalités de coopération.

8 - Affectation des charges relatives aux installations.

9 - Documents guides de la mission SPS.

0 - MISSION DU COORDONNATEUR

Le Coordonnateur est chargé de l'intégration et de la mise en œuvre des principes généraux de prévention, tant au cours de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet, de l'établissement de documents guides précisant les conditions d'intervention des entreprises, du suivi et du contrôle de l'application de ces règles en cours d'exécution de chantier.

0 - 1 Principes généraux de prévention

L'employeur, le Maître d'Ouvrage, le Maître œuvre et le Coordonnateur SPS présents sur le chantier, doivent mettre en œuvre les moyens nécessaires au respect des principes généraux de prévention rappelés ci-dessous :

- a) Eviter les risques,
- b) Evaluer les risques qui peuvent être évités,
- c) Combattre les risques à la source,
- e) Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
- f) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
- g) Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,
- h) Prendre des mesures de protections collectives en leur donnant la priorité sur les mesures de protections individuelles.

0 - 2 - Au cours de la conception, de l'étude et de l'élaboration du projet de l'ouvrage :

- a) Elabore le Plan Général de Coordination lorsqu'il est requis ;
- b) Constitue le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage ;
- c) Ouvre un registre journal de coordination ;
- d) Définit les sujétions à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier ;
- e) Assure le passage des consignes et la transmission des documents visés ci-dessus au Coordonnateur de la phase de réalisation de l'ouvrage lorsque celui-ci est différent.

0 - 3 - Au cours de la réalisation de l'ouvrage :

- a) Organise entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une Inspection Commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération; Cette inspection Commune a lieu avant remise du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé lorsque l'entreprise est soumise à l'obligation de la rédiger ;
- b) Veille à l'application correcte des mesures qu'il a définies ainsi que les procédures de travail qui interfèrent ;
- c) Tient à jour et adapte le Plan Général de Coordination et veille à son application ;
- d) Complète en tant que de besoin le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'ouvrage ;
- e) Tient à jour le Registre-Journal de la coordination.

0 - 4 - Organisation de la prévention

0 - 4 - 1. Mission générale

Sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage, le coordonnateur veille à ce que les principes généraux de prévention soient effectivement mis en œuvre par les entreprises travaillant sur le chantier.

L'intervention du Coordonnateur ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions réglementaires, à chacun des participants au chantier.

0 - 4 - 2. Moyens attribués par le Maître d'Ouvrage au Coordonnateur

La mission attribuée par le Maître d'Ouvrage au Coordonnateur est une mission à temps partiel.

Le Maître d'Ouvrage informera le Coordonnateur des dates des réunions auxquelles il devra participer.

Le Coordonnateur recevra, dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission : - Un dossier complet (Pièce écrites et plans).

- Le compte-rendu des réunions organisées par le Maître d'Œuvre,
- Les plannings détaillés de réalisation des travaux, ainsi que les mises à jour,
- La liste tenue à jour des entreprises travaillant sur le chantier, sous-traitants et travailleurs indépendants compris, (noms, adresses, activités, noms des responsables, dates et durées approximatives d'intervention, effectif prévisible).

0- 4 - 3. Autorité conférée par rapport à l'ensemble des intervenants

Le Maître d'Ouvrage confère au Coordonnateur autorité par rapport à l'ensemble des intervenants dans l'opération, entrepreneurs, sous-traitants employeurs ou travailleurs indépendants.

Pendant la durée d'exercice de sa mission, s'il constate la présence d'un danger grave, le Coordonnateur SPS disposera de l'autorité nécessaire pour :

- Demander à tout intervenant qui ne respecterait pas les mesures de coordination qu'il aura définies et les procédures de travail, ainsi que ses obligations en matière de sécurité et de santé, de s'y soumettre sans délai.
 - Faire arrêter un poste de travail dans les cas suivants :
 - 1) Présence de risques de chute de hauteur, en particulier en raison de l'absence de protections collectives, ou à défaut individuelles, efficaces.
 - 2) Risques d'enfouissement lors de l'exécution de fouilles en tranchées .
 - 3) Danger grave causé à un tiers.
 - 4) Utilisation d'équipement de travail non vérifiés périodiquement conformément à l'Article R 233-11 du Code du Travail, notamment :
 - * Les engins, appareils et accessoires de levage, qu'ils soient installés à demeure, mobiles, mus mécaniquement ou à bras, utilisés pour le transport du matériel ou des personnes (Arrêté du 9 Juin 1993).
 - * Les équipements tels que machines mobiles d'extraction, de terrassement, d'excavation ou de forage du sol à conducteur porté et machines à battre les palplanches (Arrêté du 5 Mars 1993).
 - * Les équipements de protection individuelle énoncée par l'arrêté du 19 Mars 1993, notamment les équipements de protection individuelle contre les chutes.
 - 5) Non remise de plan particulier de sécurité et de protection de la santé par l'entrepreneur.
- La notification d'arrêt de travail sera consignée dans le Registre-Journal de la coordination. La reprise de travail ne pourra avoir lieu qu'après que les mesures de prévention aient été réalisées. Cette notification de reprise sera également inscrite au Registre-Journal.

En cas de refus d'obtempérer à la notification d'arrêt de travail, le Coordonnateur SPS en référera dans la journée au Maître d'Ouvrage, et au Maître d'Œuvre.

SANCTIONS APPLICABLES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Toute infraction aux dispositions des règlements applicables au chantier en ce qui concerne la discipline et la sécurité, peut entraîner le retrait provisoire ou définitif de l'autorisation d'accès du contrevenant et éventuellement celle du responsable de l'Entreprise sur le site dans le cas où le contrevenant ne tient pas compte des remarques notifiées dans le registre journal.

D'autre part des pénalités seront appliquées en cas de non-respect des mesures de sécurité, de retard dans le nettoyage du chantier, de non-respect de l'hygiène et de retard dans la fourniture de documents. (P.P.S.P.S)

1 - RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GENERAUX

1 - 02 Obligations des entreprises

Dans le cadre de leur offre, chaque entreprise devra définir les moyens qu'elle se propose de mettre en œuvre, pour satisfaire aux principes définis dans le présent document.

- Effectif propre
- Effectif intérimaire
- Maîtrise
- Encadrement
- Moyens de levage
- Travaux sous-traités
- Sujétions de réalisation autres que celles prévues dans le présent document.
- Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation des travaux, préalablement à toutes interventions.

* DICT Sont à demander par les entreprises concernées.

* Demandes d'arrêtés =

* Autorisations concessionnaires =

* Autorisation de survol =

* Permis de feu : Obligatoire conformément au Code du Travail, pour les travaux de découpe, soudure, etc...

1- 02 Présentation du projet :

Situation géographique : 86100 POITIERS
Adresse du chantier : 1, rue Marcel Doré
Dénomination de l'opération : Nettoyage et réparation façade
Construction de type : R+2 - ERP

1 - 03 Renseignements généraux

- 01 Permis de démolir : Sans objet

- 02 Permis de Construire : NC

- 03 Permis de voirie, circulations, occupation du sol :

Sont à demander par les entreprises concernées.

- 04 Autorisation de survol : Sont à demander par les entreprises concernées.

- 05 Période de préparation : 1 mois.

- 06 Délai d'exécution : suivant planning OPC -avec période de préparation et congés

01 - 04 Présentation des intervenants

Interlocuteurs

Maître d'Ouvrage :

Université de Poitiers
Direction de la Logistique et du Patrimoine Immobilier
sis 1 allée Jean Monnet – Bâtiment C1– TSA 11 111
86073 POITIERS CEDEX 9
05.4945.37.08

Monsieur RAMBAULT Benoit
Monsieur CAILLAUD Mathieu

Coordonnateur sécurité et protection de la santé

SEBAT
37, rue Bernard Palissy
86100 CHATELLERAULT
Tél : 05 49.02.73.73
Mob : 06.86.32.28.51
sebat86@outlook.com

Monsieur BUCCO Laurent

Maitrise d'Œuvre

AXE INGENIERIE
71, Avenue des Hauts de la Chaume
86280 Saint-Benoît
Standard : 05 49 55 45 25
Mobile : 06 86 89 43 53
julien.menard@axeingenierie.com

1 - 06 Organismes Administratifs de Prévention

DDTEFP DE LA VIENNE

6, Allée des Anciennes Serres
86280 SAINT BENOIT
TEL : 05 49 56 10 26

CRAMCO

CENTRE OUEST
4, rue de la Reynie
87100 LIMOGES
TEL : 05 55 45 39 00

O. P. P. B. T. P.

LIMOUSIN / POITOU CHARENTES
1, rue de langlois
79000 NIORT
TEL : 05 49 28 42 75

MEDECINE DU TRAVAIL BTP

24, Rue Salvador Allendé
86000 POITIERS
TEL : 05 49 61 19 77

1 - 07 Désignation des lots des Entreprises

LOT UNIQUE – NETTOYAGE ET TRAITEMENT DES FACADES

1 - 08 Prévision d'effectif (par corps d'état) global et de pointe

<u>N° de lot</u>	<u>Effectif prévisionnel</u>	<u>Phase Chantier</u>	<u>Observations</u>
Lot Unique ou Lot1		4/5	

1 - 09 Désignation des marchés et Coordonnées des Entreprises

(Cette liste sera transmise ultérieurement, lorsque les entreprises seront désignées).

2 - MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT ARRETEES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE ET LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS.

2 - 0 - 1. Description sommaire et nature des travaux

Le projet consiste à réaliser des travaux de nettoyage et à la mise en peinture de la façade du bâtiment B01 de l'Université de Poitiers. Le présent lot comporte également des travaux de réparation de dégradation d'enduits, de bétons et de serrurerie.

2 - 0 - 2. Environnement de l'opération et activité d'exploitation à l'intérieur du site

Les travaux à réalisés sur le bâtiment B1, se dérouleront par phases sur un site occupé par le personnel présent et les mouvements d'étudiants, il y aura donc interférences avec l'activité du site, il n'y aura pas de coactivités direct avec les usagers.

Les entreprises veilleront lors de la mise en œuvre des différentes prestations, et sans que cela soit limitatif, à la suppression de tous risques et toutes nuisances pour les usagers.

Création et mise en place de dispositifs de protections ci-après.

Nota : Le Coordonnateur SPS pourra prendre toutes mesures de sécurité, autres que celles mentionnées dans le présent PGC S, pour des travaux d'extrême urgence, dont l'exécution immédiate est nécessaire et présentant des risques particuliers (absence de P.P.S.P.S.)

C SPS

C SPS

2 - 0 - 3. Description des modes opératoires en cas de risques spéciaux

Tous les processus de travaux comportant des risques propres à certains lots, doivent faire l'objet d'une étude spécifique des moyens de sécurité adoptés, non seulement descriptive, mais assortie de croquis explicatifs et éventuellement des notes de calculs. Ces études devront être intégrées avant le début des travaux dans le Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé (PPSPS), ou en cours de chantier sur la demande expresse du Coordonnateur. Les études ayant des répercussions sur la structure seront impérativement Soumises au Maître d'œuvre.

TCE

TCE

2 - 01 - Suggestions d'intégration à l'ouvrage de moyens de prévention

Chaque entrepreneur est sensé maîtriser parfaitement les sujétions d'entretien ou de maintenance liées aux ouvrages qu'il réalise. Aussi, il sera sollicité par le Coordonnateur SPS, pour fournir les éléments nécessaires au DIUO.

L'entrepreneur qui constatera que les éléments ou dispositions lui semblant nécessaires afin d'assurer la sécurité des personnels ayant à intervenir ultérieurement pour l'entretien, où la maintenance, et qui ne sont pas prévus dans la description de son marché de travaux, se doit d'en informer le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS. S'ils le jugent utile, ils étudieront les conditions techniques et économiques de mise en place de ces éléments, afin de les proposer au Maître de l'ouvrage qui décidera en dernier ressort.

Chaque entreprise

2 - 02 - Installation générale du chantier

2 - 02 - 1 DICT

Les entreprises devront faire les déclarations d'intention de commencement de travaux (DICT) aux exploitants de réseaux souterrains, aériens, subaquatiques, préalablement à toute intervention.

Lot unique

Lot unique

2 - 02 - 2 Plan d'installation de chantier (PIC)

L'installation de chantier fera avant tout commencement de travaux, l'objet d'un programme et d'un plan qui sera établi par le lot 1 (Gestionnaire du chantier)

Lot unique

Lot unique

2 - 02 - 3 - Accès au chantier

L'accès et la sortie des véhicules au chantier se feront par la rue Marcel Doré qui désert directement le bâtiment B1

MO

MO

Les voies d'accès ne devront pas être détériorées et salies par les circulations d'engins.

L'entreprise du lot unique (1) mettra en place pendant toute son intervention la signalisation à l'aide de panneaux réglementaires, avec maintien en état, à l'approche du chantier.

Pendant la durée du chantier, la signalisation sera à la charge du lot 1

Lot 1

Lot 1

2 - 02 - 4 Implantation des cantonnements

La zone de cantonnement se fera sur les abords du bâtiment B1

Le choix de l'implantation de cette zone se fera en accord avec le Maître d'ouvrage et le coordonnateur SPS.

Elle sera disposée de telle sorte que l'accès des piétons depuis l'ouvrage ne coïncide pas avec la circulation du chantier.

Lot unique

Lot unique

2 - 02-4 - Rappel du contexte

Le bâtiment concerné par les travaux se situe dans un ensemble de bâtiments formant le campus, avec des mouvements (personnels, étudiants et visiteurs) ininterrompue pendant les heures de travail.

Du fait de sa situation et de son environnement, les entreprises devront en conséquence prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter de créer des situations conflictuelles avec les usagers.

Toutes dispositions devront être prises par les entreprises pour assurer aux piétons et usagers le minimum de contrainte, la propreté des abords. (Voirie, trottoir, parkings etc.),

des précautions seront prises pour protéger les accès et la circulation, des piétons et des véhicules pendant toute la durée du chantier.

TCE

TCE

Tous les travaux de manutention levage dans cette zone devront faire l'objet d'une autorisation préalable de la Maitrise d'ouvrage.

TCE

TCE

2 - 02 - 5 Zone d'accueil

Le chantier sera équipé d'un bloc sanitaire, d'un bureau de chantier, d'un vestiaire et d'un réfectoire, et d'un local de stockage.

Chaque entreprise mettra en place les installations privatives nécessaires à ses salariés : vestiaires, bureaux etc ...**Implantation suivant PIC.**

Description des cantonnements :

a) *Salle de réunion :*

Mise à disposition d'un local par le Maître d'Ouvrage

Lot 1

MO

Des panneaux d'affichage seront prévus.

De plus, quatre casques de chantier devront être laissés à disposition des visiteurs.

Lot 1

Lot 1

b) *Bloc sanitaire :*

Mise à disposition par le Maître d'Ouvrage d'un bloc sanitaire en place, et dédié au chantier

Lot 1

MO

il sera éclairé, chauffé, il sera équipé d'eau à température réglable avec orifice pour pour cinq salariés, un WC + urinoir pour 20 salariés, un lavabo pour 10 personnes et des douches en nombre suffisant.

Lot 1

MO

c) *Réfectoire :*

L'entreprise mettra à disposition du personnel du chantier un bungalow réfectoire.

Lot 1

Lot 1

Mise en place au démarrage des travaux et **pour la durée contractuelle du marché.**

dans les conditions ci-après : (1,5m2/salarié): il sera éclairé, chauffé et équipé de tables recouvertes d'un revêtement lavable, chaises en quantité suffisante, réfrigérateur, chauffe-plats, évier équipé d'eau potable à température réglable. Chaque entreprise peut avoir son réfectoire

Chaque entreprise

d) Vestiaires : (1,25 m2/salarié)

L'entreprise mettra à disposition du personnel du chantier un bungalow Vestiaire.

Lot 1

Lot 1

Mise en place au démarrage des travaux et **pour la durée contractuelle du marché.**

Chaque entreprise peut avoir son vestiaire.

Tous changement de vêtements sur le chantier, ne sera toléré.

Chaque

Entreprise

Les vestiaires seront éclairés, chauffés et équipés d'armoires et de sièges, et leur entretien est à la charge de chaque entreprise. Le local vestiaire doit fermer à clef et la consigne d'utilisation affichée à la porte d'entrée doit être établie sous la responsabilité du chef de chantier.

Il est interdit d'y entreposer des produits ou matériels dangereux ou salissants, ainsi que des matériaux.

e) La fourniture, la mise en place et du réfectoire et du vestiaire sont à la charge du :

Lot unique

Lot unique

NOTA :Les entreprises sont tenues de fournir leurs besoins respectifs au Coordonnateur SPS, concernant bungalows, vestiaires, magasins, stocks, besoins en eau et électricité.

TCE

TCE

2 - 02 - 6 . Stationnement

Le stationnement des véhicules particuliers se fera sur les parkings existants, à proximité du chantier.

TCE

TCE

2 - 02 - 7 . Clôture et palissade de chantier

Les zones de chantier seront closes et indépendantes de l'activité du site.

Une clôture de chantier (type HERAS) sera mise

en, place pour délimiter les zones de travaux sur l'extérieur.

Lot unique

Lot unique

L'ensemble des entreprises devra prendre toutes dispositions pour réaliser leurs ouvrages et la manutention uniquement à l'intérieur de la zone délimitée du chantier.

Toute dérogation devra faire l'objet d'une demande auprès du Maître d'Ouvrage, Maître d'Œuvre et Coordonnateur, des mesures spécifiques seront alors mises en œuvre.

2 - 02 - 8 Signalisation

Le lot 1 fera réaliser et posera le panneau de chantier

.Celui-ci devra indiquer les renseignements suivants :

Lot unique

Lot unique

* Nom et nature de l'Opération

* Nom et coordonnées du Maître d'Ouvrage

* Noms et coordonnées des entreprises

* Nom et coordonnées du Coordonnateur SPS

* L'adresse de la Mairie ou le dossier peut être consulté.

Cette liste n'est pas exhaustive, et pourra être complétée

à la demande du Maître d'Ouvrage.

Le Chantier est strictement interdit à toute personne ne faisant pas partie

d'une entreprise contractante ou non autorisée par le Maître d'Ouvrage

Aussi, il est demandé aux entreprises d'identifier leur personnel, soit sur leur tenue, badge, ou casque.

Chaque entreprise par ses chefs de chantier, pourra demander l'exclusion de toute personne dont la présence n'est pas justifiée.

Des panneaux rappelant cette interdiction seront posés en même temps que le balisage du chantier.

« Chantier interdit au public et Port du casque obligatoire »

2 - 02 - 9 Voiries et réseaux divers (VRD)

Les branchements provisoires d'eau, d'électricité, d'eaux usées, seront réalisés conformément aux dispositions de la Norme NF P 03 001.

Les branchements, les compteurs en limite de propriété ainsi que leur entretien sont à la charge des lots désignés ci-après

2 - 02. - 10 . Electricité

L'installation de branchement électrique sera réalisée par l'entreprise Lot unique Lot unique
Le raccordement se fera sur un TGBT existant à définir avec la MO en phase préparatoire.
Les dépenses relatives à la consommation de force motrice et d'éclairage sont imputables Maitre d'ouvrage

2 - 02 - 11 . Eau Potable - Points d'eau

L'installation de branchement sera réalisée par le lot 1 Lot unique Lot unique
Le raccordement se fera sur l'installation AEP existante du Maitre d'ouvrage.
Réseau d'eau provisoire, avec robinets de puisage.
Dépenses relatives à la consommation d'eau : Maitre d'ouvrage

2 - 02 - 12 . Voirie et piétonnier

Les voies d'accès ne devront pas être détériorées et salies par les circulations d'engins Un balisage sera mis en place pour le chantier, suivant PIC.
Les accès réservés aux piétons et à la circulation des engins ne seront en aucun cas entravés par les stockages intempestifs
L'entreprise chargée des travaux aura à sa charge, l'entretien des voies ci-dessus et ce pendant toute la durée du chantier. Lot unique Lot unique

2 - 02 - 14 . Téléphone

Utilisation du téléphone de l'accueil et des téléphones portables des responsables d'équipe Entreprises Concernées Entreprises Concernées

NOTA : L'appel aux secours (pompiers) doit pouvoir se faire à partir du téléphone de chantier sans avoir recours à une carte, code, etc...

2 - 02 - 15 Stockage - Entreposage

Les aires de déchargement et de stockage seront définies avec le Coordonnateur SPS, mais pourront être modifiées au cours de l'avancement du chantier Entreprises Concernées Entreprises Concernées
Les entreprises veilleront à avoir des stockages stables et clairement délimités, l'entretien de ces stockages étant à la charge de chaque entreprise.

2 - 3 - Nettoyage - Evacuation des déchets

2 -03 - 1 . Nettoyage extérieur du chantier

L'entreprise du LOT 1. Assurera le nettoyage des voies publiques souillées par l'activité du chantier. Lot unique Lot unique

2 - 03 - 2 . Nettoyage intérieur du chantier

Pendant toute la durée de l'opération, chaque entreprise sera chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail et d'évacuer l'ensemble de ses déchets aux décharges publiques. Chaque entreprise

L'entreprise qui lui succède est en droit d'exiger cet état de propreté avant d'entreprendre ses travaux.

Dans le cas de manquement d'une entreprise, le Maître d'Œuvre ou le Coordonnateur SPS pourront alors demander à une entreprise de se substituer à l'entreprise défaillante au frais de celle-ci, sans mise en demeure préalable. Les entreprises utilisant des produits polluants ou toxiques, auront à leur charge l'évacuation de ces produits et de leur contenant vers une décharge agréée. Les feux ou braseros **seront strictement interdits.**

2 - 03 - 5 Bruits et nuisances

Lors de la mise en œuvre des différentes prestations, chaque entreprise veillera et sans que cela soit limitatif, à la suppression des nuisances vis à vis du personnel, occupants ou riverains du domaine public, soit :

Chaque
entreprise

Chaque
entreprise

- Aucun engin, ni aucune activité ou procédure ne doit créer directement ou indirectement des bruits supérieurs à la législation en vigueur qui limite celui-ci à 85 DB maximum à 1m. horizontal, et 70 DB à la limite du chantier.
- Elimination par combustion de tous déchets entraînant des fumées toxiques ou malodorantes.
- Des stockages non autorisés ou malodorants.
- Des poussières excessives.
- Utilisation des domaines privés.

L'entreprise proposera à la Maîtrise d'Œuvre toutes solutions adaptées.

3 - MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT

3 - 0 - 0 Mesures Particulières

Le Coordonnateur SPS pourra prendre toutes mesures de sécurité, autres que celles mentionnées dans le présent PGC, pour des travaux d'extrême urgence, dont l'exécution immédiate est nécessaire et présentant des risques particuliers (absence de P.P.S.P.S.) C SPS C SPS

3 - 0 - 1 . Identification des personnes

Les personnes autorisées à accéder au chantier devront être facilement identifiables.(Badge sur casque ou vêtements de travail au nom de l'entreprise à laquelle il appartient)
Chaque entreprise présente sur le chantier établira une liste nominative de son personnel intervenant sur le site Toutes entreprises
Cette liste pourra être contrôlée par l'autorité compétente.

3 - A - Voie ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales

Les Zones de circulation devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels
- Les circulations piétonnes seront différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules. Une matérialisation physique sera mise en place dès le début des travaux (Balisages). Toutes entreprises
- Les différentes entrées dans les ouvrages devront être aménagées de manière à :

- a) Protéger les salariés contre tous risques de chute d'objets liés à des interventions au droit des façades
- b) Permettre l'évolution de chariots, transpalettes et autre engins roulants pour faciliter les approvisionnements. Les éventuelles dénivelées seront compensées par la mise en place de rampes permettant l'évolution de ce type de matériel. Toutes entreprises

3 - B - Appareils de levage et manutention

1 - Généralités

Tout appareil de levage fixe ou mobile doit être vérifié, après installation, par un organisme agréé. Toutes entreprises Toutes entreprises

Les appareils de manutention devront être correctement entretenus.

Les chargements devront respecter les consignes d'utilisation de ces engins.

Colisage : Les produits seront conditionnés par les fabricants pour améliorer les conditions de manutention

Ils ne peuvent servir qu'à des opérations de transport et de manutention de matériels et de matériaux.

Tous ces engins devront être guidés dans leurs manœuvres.

Les consignes de sécurité doivent être établies, affichées et suivies par le personnel. TCE TCE

Les salariés conduisant les engins de levage devront être habilités.

Toutes les manutentions se feront à l'intérieur du chantier.

En cas d'impossibilité, l'intéressé se rapprochera du Coordonnateur pour déterminer les dispositions exceptionnelles à prendre.

(Prévoir un homme de trafic).

Dans tous les cas, les installations et utilisations d'appareils de levage devront répondre aux exigences du titre 2 du Décret du 8 Janvier 1965. TCE TCE

3 - B - 1 . Moyens de manutention communs

L'utilisation en commun des moyens de levage est à privilégier, afin de limiter les interférences,

sous respect des règles suivantes :

- Conduite par un personnel habilité.
- Elingage correct, avec du matériel adéquat et vérifié (arrêté du 09 Juin 1993).
- Guidage par du personnel compétent.

Les entreprises utilisatrices devront informer l'entreprise responsable des appareils de levage de leurs dates prévisibles d'approvisionnement.

Lorsqu'une entreprise met du matériel à disposition d'une autre entreprise, il doit être en bon état (Décret du 20/03/79).

Pour la manutention des éléments préfabriqués, ou des équipements; il faudra prévoir au stade de l'exécution des plans, les points d'ancrage pour l'élingage.

3 - B - 3 . Grues Mobiles - Nacelles

L'utilisation des grues mobiles et des nacelles devra se faire dans le respect de la réglementation en vigueur et satisfaire aux prescriptions du Décret du 08/01/65, relatif aux appareils de levage mus mécaniquement, Art. 26 à 45
Un planning d'intervention devra systématiquement compléter le P.P.S.P.S., préalablement à l'intervention.

La grue doit être toujours conduite par le grutier de l'entreprise
L'élingage doit être exécuté dans les règles de l'art avec du matériel adéquat et vérifié (arrêté du 09/06/1993).

Entreprises concernées

3 - B - 4 . Moyens de manutention - Manceuvres

L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'elles doivent prendre les mesures nécessaires (organisation et matériel) afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles

Entreprises
concernées

Entreprises
concernées

Le recours à la manutention manuelle doit être l'exception.

Limitation des charges : 55 kg

Il appartient donc à chaque entreprise de définir les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions horizontales et verticales (chariot, transpalette, diable) et de faire apparaître les modes d'approvisionnement retenus dans leurs PPSPS.

Entreprises
concernées

Entreprises
concernées

Des mesures efficaces doivent être prises pour empêcher la chute ou l'accrochage des matériaux, ou toutes autres pièces soulevées.

3 - C - Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage

Des zones de stockage stabilisées et clairement délimitées seront prévues pour l'entreposage des matériaux.

chaque entreprise devra fournir en début d'opération, ses besoins et les dates prévisionnelles d'approvisionnement pour organiser les aires de stockage en accord avec le Coordonnateur SPS.

Le balisage sera réalisé par

TCE

TCE

Aucun stockage ne sera toléré sur les parkings extérieurs au chantier,

Entreprises concernées

3 - D - Conditions de stockage et d'évacuation des déchets et des décombres

Il ne sera pas admis d'amas de déchets ou décombres sur le chantier.

Un tri des déchets dits inflammables ou polluants, sera effectué, ils seront évacués à la décharge publique.

Chaque entreprise

3 - F - PROTECTIONS COLLECTIVES ET INSTALLATIONS ELECTRIQUES GENERALES

3 F 1 - Protections collectives

Priorité des mesures de protection collective sur les mesures de protection individuelle

Les protections collectives seront étudiées par l'entreprise principale, en collaboration avec les autres entreprises, le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur SPS, de manière à rechercher une utilisation commune à un maximum d'intervenants.

TCE

TCE

L'entreprise principale est chargée de la mise en place, de l'entretien et de la maintenance des protections collectives à l'intérieur des ouvrages et à leurs abords pendant toute la durée de son intervention.

Si une tâche déterminée oblige une entreprise à déposer un élément de protection, elle doit assurer la continuité de la sécurité par **un autre moyen à définir dans son P. P. S. P. S.**

Elle rétablira les protections initiales dès que possible.

3 - F - 1 . 2 . Echafaudages - Echelles

L'entrepreneur doit mettre à la disposition de son personnel des échafaudages convenables pour tout travail ne pouvant être exécuté sans risque. Les échafaudages fixes doivent être construits de manière à supporter les charges auxquelles ils sont soumis et résister à la poussée des vents. (Art. 218 du décret du 8/01/65). Ils seront conformes aux Art. 106 à 129 du décret du 8/01/65.

Voir également fiche OPPBTP B2 F03, F04 et F05.

Les échafaudages doivent posséder un plancher jointif couvrant la totalité de la surface : le pourtour doit être protégé par un garde-corps constitué de deux lisses, l'une placée à 1 m.

et l'autre à 45 cm, et d'une plinthe à 15 cm de hauteur au moins.

Les échafaudages roulants conformes à la norme NF P 93-510 doivent posséder un dispositif de blocage des roues en direction et rotation fixés et munis de dispositifs, tels que béquilles, afin de ne pouvoir ni se déplacer, ni basculer - Voir fiches OPPBTP

B2 M02

Nota : Ces échafaudages ne seront admis que s'ils circulent sur des plates-formes en béton ou aires stabilisées.

L'utilisation d'échelles en poste de travail sera interdite. suivant décret du 8 /01/1965.

Chaque
Entreprise

Chaque
Entreprise

Entreprises concernées

3 - F - 2 - PROTECTION INDIVIDUELLE ET FORMATION AU POSTE DE TRAVAIL

Les entreprises sont tenues de fournir à leur personnel ainsi qu'au personnel intérimaire les moyens de protection individuelle nécessaires à l'exécution des tâches confiées et de les faire utiliser.

Les entreprises doivent dispenser une formation à la sécurité

à leur personnel intérimaire ou CDD. Suivant circulaire DRT n° 98/90 du 30/10/90

Sur le chantier, le port du casque, des chaussures de sécurité des gants, des lunettes de sécurité..., est obligatoire, suivant la nature des travaux en cours.

Chaque
entreprise

Chaque
entreprise

Toutes
entreprises

Toutes
entreprises

3 - F 2 - 1 . Protection individuelle contre le bruit et les poussières

Chaque entreprise devra mettre à la disposition des salariés et s'assurer qu'ils sont effectivement utilisés, les équipements tels que :

bouchons d'oreilles, coquilles antibruit, casques antibruit, masques anti-poussières filtrants, masques à adduction d'air neuf, lunettes etc..., en phase de travail.

Toutes entreprises

3 - F - 3 . 2 . Outils portatif

L'outil portatif électrique devra être en bon état, il sera obligatoirement et ceci quels que soient les accords internes propres à chaque établissement :

ou de classe III : TBT (tension nominale inférieure à 50 volts).

ou de classe II à double isolation.

Les baladeuses électriques seront obligatoirement à double isolement avec poignées isolantes de chantier.

Entreprise
utilisatrice

Entreprise
utilisatrice

3 - F - 3 . 4 . Appareils d'éclairages accessibles

L'installation sera réalisée en très basse tension de sécurité (24 volts).

NOTA : L'éclairage correct des postes de travail est à la charge de chaque entreprise.

3 - G - MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTION SUR LE SITE

Généralités

Afin de limiter les risques professionnels consécutifs aux activités simultanées des différents corps d'état en même lieu de travail, priorité sera donnée à un phasage des travaux permettant de réduire autant que possible les coactivités.

TCE

TCE

3 - G - 1 . Mesures particulières

Les dispositions suivantes seront mises en œuvre et respectées.

TCE

TCE

➤ Autant que possible les travaux superposés seront évités.

* Neutralisation de la zone d'intervention.

Dans le cas d'impossibilité, l'entreprise travaillant en partie haute prendra les dispositions pour installer et entretenir les dispositifs destinés à assurer la protection des personnel situés en dessous.

TCE

TCE

➤ Lors des travaux situés au dessus des accès, ces derniers devront être momentanément interdits et remplacé par un autre accès le temps de la tâche.

* Cette interdiction sera matérialisée par un balisage ou tout autre dispositif à décrire dans les PPSPS

TCE

TCE

Phasage des travaux par zone et géographiquement décalé

Synthèse des co-activités

➤ Les dispositions définitives seront établies en réunion de coordination

- Gel des surfaces
- Réservation des surfaces
- Accès interdits
- Balisage complémentaire

3 - G - 5 . Dispositif contre les chutes de hauteur.

Toutes les fois que des travailleurs devront intervenir à des postes présentant des risques de chutes, il y aura lieu d'installer, en bordure des planchers de travail, des protections collectives constituées soit de garde-corps, soit de surface de recueil. Si de telles installations sont impossibles, ou s'il s'agit d'exécuter des opérations de courte durée, ou encore pour la mise en place des protections collectives, il sera fait usage de dispositifs de protections individuelle tels que harnais de sécurité. L'entreprise doit produire **un plan de montage** représentant le ou les modes opératoires.

Entreprises concernées

DEFINIR la zone utile pour permettre l'assemblage des pièces au sol avant levage. Utiliser de préférence des nacelles élévatrices, ou tout autre moyen que des échelles. Mettre en place des filets de protection ou tout autre moyen pour éliminer les risques de chutes.

Port du casque avec jugulaire.

3 - G - 7. Travaux superposés

Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des **aires situées sous les postes de travail** en élévation, (échafaudage de grande hauteur, nacelles élévatrices, échafaudages roulants....), seront interdites d'accès au moyen d'un dispositif physique.

Entreprises
concernées

Entreprises
concernée

3 - G - 7. 1. Protection liées à la superposition des tâches dans un lot

Quelqu'en soit l'origine, le titulaire du lot devra mettre en place les mesures de protections nécessaires (filets platelage), et en assurera l'entretien et le démontage.

Entreprises
concernées

Entreprises
concernées

3 - G - 7. 2 . Protections liées à la superposition des tâches de plusieurs lots

Si l'origine vient de la configuration des locaux ou de la nature des prestations, le lot ou les lots réalisant les travaux le plus en hauteur, mettront en place les protections nécessaires.

entreprises
concernées

entreprises
concernées

Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard mettra en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots.

Dans les deux cas, la fourniture, la mise en œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage des dispositifs de protection sont à la charge du lot utilisateur.

3 - G - 8 . Travaux polluants

Les travaux générateurs de nuisances, tels que bruits, émanation de vapeurs dangereuses ou de poussières, seront dans la mesure du possible, réalisés dans des zones isolées. En cas d'impossibilité, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants.

A cet effet, l'utilisation de dispositifs de protection collectif sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles.

entreprises
concernées

entreprises
concernées

3 - G - 10. Protection incendie

L'entreprise principale assurera la fourniture, la mise en place et la maintenance d'un (un) extincteur à poudre polyvalente de 9 kg.

Cet extincteur sera à la disposition du personnel dans le bureau de chantier.

Une affiche visible de l'extérieur, indiquera la présence de cet extincteur.

Lot 1

Lot 1

Les entreprises mettant en œuvre, des produits inflammables devront procéder à une surveillance de l'ambiance de travail et mettre en place les dispositifs nécessaires. Elles devront également signaler la zone de travail à risques.

Aucune incinération ne sera tolérée sur le site.

4) - SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC LES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE, A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

4 - 1

Clôtures

Une clôture et palissade entre les sites énoncés plus haut est prévue pour éviter les accès et circulations non autorisées

Lot 1

Lot 1

Panneaux d'indication

Une information d'entrée du chantier avec les mesures de sécurité devra être affichée pour les livraisons ou arrivées de nouvelles entreprises

Lot 1

Lot 1

Stockage

- Les zones de stockage seront délimitées et ne permettront que le stockage de courte durée. L'entretien se fera par zone et par entreprise 1 fois par semaine.

TCE

TCE

Evacuation des déchets

- Elles se feront au fur et à mesure et suivant les types de déchets

TCE

TCE

Circulation

- Respect des piétons qui restent prioritaires.
- Guidage des engins en marche arrière.
- Respect des règles de circulation et de parking

TCE

TCE

Grues – Plateformes élévatrice - Nacelles

- Pas de survol des zones occupées.

Entreprises concernées

Bruits

- Limitation autant que possible du niveau de bruit extérieur afin de limiter la gêne pour le voisinage et plus particulièrement pour l'activité du site.

TCE

TCE

Effluents

- Les effluents du chantier devront être déversés dans les collecteurs E.U. prévu à cet effet, ou après décantation pour les nettoyages d'engins

TCE

TCE

5 - MESURES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

5 - 1 - Nettoyage du chantier ; voir art. 2. 3 - 2. ci-avant TCE TCE

5 - 3 - Les blocs sanitaires, réfectoires et vestiaires feront l'objet d'un nettoyage périodique. Lot 1 Lot 1

Des poubelles hermétiques doivent être placées à la porte de chaque réfectoire. Lot 1 Lot 1

5 - 5 - Hygiène

L'entreprise principale devra mettre du savon, du papier hygiénique à la disposition du personnel et prévoir les moyens de séchage (essuie mains, serviettes). Lot 1 Lot 1

5 - 6 - Alcool

L'introduction de boissons fortes autre que les boissons légèrement alcoolisées, telles que le vin, la bière, le cidre, son interdites. (Article L 232-2 du Code du Travail). Toutes entreprises

6 - ORGANISATION DES SECOURS

6.- 1 - Téléphone

Le Maître d'Ouvrage installera dès le début de l'opération, dans un lieu librement accessible à tous, un téléphone, à partir duquel il sera possible, sans carte ni pièce, d'appeler les moyens de secours extérieurs. Chaque entreprise

Cet appareil devra clairement être signalé.

Toute autre solution adaptée pourra être envisagée.

6.- 2 - Secouristes

Chaque entreprise, conformément à la réglementation, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés Sauveteurs Secouristes du Travail, formés ou recyclés depuis moins d'un an. La liste des secouristes présents sera affichée dans le bureau de chantier, et mise à jour. Chaque entreprise

L'entreprise indiquera dans son P.P.S.P.S. les coordonnées du secouriste présent sur le chantier. Chaque entreprise

6.- 3 - Trousse de soins

Chaque entreprise devra disposer, à proximité des postes de travail, d'une trousse de premiers secours, et afficher les N° de téléphone d'urgence. Chaque entreprise

6 - 4.- Déclaration d'accident

Les entreprises devront, dans les 48 heures qui suivent tout accident du travail, communiquer au Coordonnateur.S.P.S. le compte-rendu des circonstances de l'accident. Chaque entreprise

Celui-ci sera consigné sur le Registre-Journal. Chaque entreprise

6 - 5 - Affichage

Une consigne d'appel des secours sera affichée dans le bureau de chantier, et dans chaque vestiaires/réfectoires. (suivant modèle annexé.) Chaque Entreprise

7 - MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

7 - 1 - Inspection commune

Tout entrepreneur amené à intervenir sur le chantier devra préalablement contacter le Coordonnateur SPS, afin de prendre rendez-vous pour effectuer une inspection commune du chantier

Au cours de cette inspection commune, seront précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que l'entrepreneurs'apprête à exécuter,

les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prise pour l'ensemble de l'opération. Cette inspection commune à lieu **obligatoirement** avant la remise **du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé**, de l'Entrepreneur.

7 - 4 - Le Plan Particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.)

7 - 4 - 1 Obligations - Délais

Avant le début de l'exécution des travaux dont elle à la charge, quelque soit la durée de son intervention sur le chantier, chaque entreprise, entreprise sous-traitante comprise, est tenue de remettre un PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Les entreprises titulaires des lots disposent **d'un délai de 30 jours** pour établir leur plan particulier de sécurité, à compter de la réception du contrat signé, avant toute intervention sur le chantier.

En cas de sous-traitance, **le même délai de 30 jours** s'applique aux entreprises sous-traitantes, à compter de la réception du contrat signé par les titulaires des lots.

7 - 4 - 2 . Contenu du PPSPS et diffusion

Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé est un document **évolutif** qui fait l'objet de mises à jour régulières. Il est indicé.

Il mentionne les avis du médecin du travail et des membres du C.H.S.C.T., ou, à défaut des délégués du personnel, s'ils ont été donnés.

Il indique, dans le cas où une mesure de prévention initialement prévue n'a pu être appliquée, les moyens d'une efficacité au moins équivalente qui ont été mis en œuvre par l'entreprise.

Il est intégré, ainsi que ses mises à jour, au Plan Général de Coordination. Chaque entreprise diffusera son P.P.S.P.S. au Coordonnateur SPS, **en 2 exemplaires.**

L'entreprise de G.O. ainsi que l'ensemble des entreprises réalisent des travaux présentant des risques particuliers, tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'Article L 235-6 du Code du Travail, procéderont en supplément à une diffusion aux organismes de prévention cités à l'article 1.6 de ce document. Chaque entreprise tiendra un exemplaire à disposition sur le chantier.

Eléments de sécurité par lots (à intégrer au PPSPS)

Pour tous les lots :

Décrire au PPSPS les risques liés à l'utilisation des outillages de chantier et les mesures de protection adaptées.

Le PPSPS de l'entreprise intégrera entre autres la description

- des moyens de prévention pour protéger les autres corps d'état contre les chutes de produits lors de ses approvisionnements ou la mise en œuvre de ses produits.
- la définition des zones de stockages par l'intermédiaire d'un plan soumis à l'approbation du Maître d'œuvre
- la prévention d'accident pour les autres corps d'état concernant la projection ou chute de matières.
- de plus l'entreprise devra préciser dans son PPSPS, les moyens qu'elle met en œuvre pour éviter les chutes de hauteur (filets de sécurité en nappe, ligne de vie, protection des rives envers les chutes au vide etc...)
- la description des protections collectives (rives de dalles, périphérie, trémies, etc...) et individuelles (ligne de vie, harnais, etc...) mises en œuvre lors de son intervention.

- la description du matériel électrique ou mécanique nécessaire à l'accomplissement de son travail (conformité, puissance etc...).
 - Ses protections collectives et individuelles selon son mode opératoire.
- Lorsque l'exécution d'un travail implique la dépose d'un dispositif de sécurité, des mesures compensatrices de sécurité devront être prises et en tout état de cause, ces dispositifs devront être reposés dès l'achèvement de la prestation.

Les protections individuelles envisagées pour l'exécution de ces ouvrages (meulage, soudures, etc...) l'entreprise devra se reporter aux MEMO PRATIQUES C9.703.90 pour les meuleuses, éditées par l'OPPBTP.

7 - 4 - 2 Contenu du PPSPS et diffusion

Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé est un document **évolutif** qui fait l'objet de mises à jour régulières. Il est indicé.

Il mentionne les avis du médecin du travail et des membres du C.H.S.C.T., ou, à défaut des délégués du personnel, s'ils ont été donnés.

Il indique, dans le cas où une mesure de prévention initialement prévue n'a pu être appliquée, les moyens d'une efficacité au moins équivalente qui ont été mis en œuvre par l'entreprise.

Il est intégré, ainsi que ses mises à jour, au Plan Général de Coordination.

Chaque entreprise diffusera son P.P.S.P.S. au Coordonnateur SPS, **en 2 exemplaires**.

L'entreprise principale, ainsi que l'ensemble des entreprises réalisant des travaux présentant des risques particuliers, tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'Article L 235-6 du Code du Travail, procéderont en supplément à une diffusion aux organismes de prévention cités à l'article 1.3 de ce document.

Chaque entreprise tiendra un exemplaire à disposition sur le chantier.

7 - 5 - Travailleurs indépendants

Les décrets 95-607 et 95-608 du 6 Mai 1995, relatifs aux prescriptions que doivent respecter les travailleurs indépendants exerçant leur activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, sont applicables sur ce chantier. Tout travailleur indépendant intervenant sur ce chantier est soumis aux règles et procédures en vigueur sur le chantier, en particulier, (liste non exhaustive) :

- Respect du P.G.C. et des additifs de mise à jour,
- Respect des principes généraux de prévention énumérés à l'Article L 235-18 du Code du Travail,
- Respect des dispositions des décrets du 8 Janvier 1965, du 14 Novembre 1988 et du 23 Août 1947, notamment.

8 - Affectation des charges relatives aux installations en matière d'hygiène et de sécurité

NOTA : LE DISPOSITIF COMMUN DE SECURITE

8 - 1 - Les entreprises intervenantes sur le chantier fourniront et mettront en place au fur et à mesure de l'avancement de leurs travaux, les dispositifs de sécurité du chantier à savoir : signalisation, protection en périphérie des zones de travaux, etc...

8 - 2 - L'entrepreneur qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, à l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

8 - 3 - Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour son intervention personnelle, ne peuvent être déplacés ou modifiés que par ce dernier.

8 - 4 - Le maintien en état de fonctionnement des installations indiquées ci-dessus est effectué par l'entreprise qui les a réalisées.

8 - 5 - Ces installations resteront sur le chantier tant qu'elles seront nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels. Au delà, s'il n'est pas possible de déterminer le ou les responsables de l'allongement des délais, les frais occasionnés par le maintien de ces installations seront portés au débit du compte prorata.

9 - DIUO

9 - 1 . DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE

Ce dossier rassemble les documents de nature à faciliter la sécurité des personnes chargées des interventions ultérieures. (Entretien, réparations, modifications de l'ouvrage, installation ou équipements).

La production de ces documents est à la charge des différents intervenants qui en sont à l'origine.

9- 4 - 1. Ces documents seront fournis par toutes les entreprises, ils comprendront les plans des structures, les documents d'exécution, les notes et descriptions techniques, les plans de recollement, les consignes d'utilisation et entretien et les procédures d'exploitation, ainsi que tous documents que le coordonnateur jugera utiles les documents devront être fournis en 2 exemplaires, plus un exemplaire reproductible (contre-calque), pour ce qui concerne les plans.

9 - 4 - 2. Le Coordonnateur en remettra un exemplaire au Maître d'Ouvrage et à l'utilisateur de l'ouvrage lors de la réception des travaux. Cette transmission fera l'objet d'un procès-verbal.